

Normes d'hypothèses de projection 2026

Nathalie Bachand, A.S.A., Pl. Fin.,
Fellow de l'Institut de planification financière

Jeff Cormier, CFP[®], CFA[®]

Derek Dedman, M. Sc., CFP[®], CFA[®]

Martin Dupras, A.S.A., Pl. Fin., M. Fisc., ASC,
Fellow de l'Institut de planification financière

Benjamin Felix, MBA, CFP[®], Pl. Fin., CFA[®], CIM[®]

Nick Hearne, CFP[®], CFA[®]

Tanya Staples, Ph. D., CFP[®]

Avril 2026



Table des matières

1. Sommaire	3
2. Introduction.....	7
3. Principes directeurs dans l'établissement des normes.....	10
4. Hypothèses faisant l'objet d'une norme	13
5. Normes pour l'année 2026	24
6. Exemple d'application	25
7. Normes financières des années passées.....	26

1. SOMMAIRE

La vie se planifie et ça commence avec des projections réalistes

Une facette importante du travail du planificateur financier ou de la planificatrice financière consiste à effectuer différents types de projection : besoins de revenus de retraite, besoins d'assurance, planification des études des enfants, etc.

Pour effectuer ces projections, le planificateur financier ou la planificatrice financière doit estimer les futurs taux d'inflation et d'emprunt, les rendements, la durée du besoin... Bref, il faut émettre des hypothèses.

C'est pour aider les planificateurs financiers et les planificatrices financières dans l'élaboration de projections financières réalistes que l'Institut de planification financière (l'Institut) et le Conseil des normes de FP Canada publient conjointement les Normes d'hypothèses de projection. Leur usage protège à la fois la clientèle et les planificateurs financiers et planificatrices financières.

Comment s'en servir

Ces Normes d'hypothèses de projection se veulent un guide et sont tout indiquées pour réaliser des projections financières à long terme (plus de 10 ans) réalistes et justifiables. En effet, prédire l'évolution de l'économie et des marchés financiers est un exercice périlleux qui demande l'intégration d'une grande quantité de variables et de modèles d'évaluation très sophistiqués.

Le choix de la période de projection est un élément clé de ces normes. Nous avons retenu une période de 10 ans, tout en reconnaissant que les horizons de planification financière - et donc les plans financiers - peuvent varier pendant cette période. Ce choix vise à assurer un équilibre entre la validité des projections à plus court terme et la nécessité de mettre à jour les hypothèses à mesure que l'économie et les marchés financiers évoluent.

Bien qu'un plan financier puisse s'inscrire dans un horizon plus long, comme 20 ou 30 ans, les hypothèses utilisées doivent être revues et ajustées régulièrement, notamment en fonction des événements de vie du client ou de la cliente. Les Normes d'hypothèses de projection soutiennent ces révisions et les ajustements qui en découlent.

En retenant une période de projection de 10 ans, nous visons à éviter des plans financiers qui mettent indûment l'accent sur le court terme ou, à l'inverse, sur un horizon trop éloigné. Le planificateur financier ou la planificatrice financière devrait également élaborer des analyses de sensibilité afin d'illustrer et d'évaluer l'impact des changements dans les hypothèses utilisées. Cela est particulièrement important lorsque l'atteinte des objectifs du client ou de la cliente pourrait être menacée.

Principes directeurs dans l'établissement des Normes

Ces Normes ont été établies à partir de diverses sources fiables et publiques, telles que les rapports actuariels triennaux du Régime de rentes du Québec (RRQ) et du Régime de pensions du Canada (RPC). Elles s'appuient également sur 50 ans de données historiques sur l'inflation, sur les indices de référence des titres à revenu fixe et des actions, ainsi que sur la moyenne du ratio cours/bénéfices corrigé du cycle de Shiller pour les indices boursiers pertinents. Se baser sur plusieurs sources de données permet de

Normes d'hypothèses de projection

réduire le biais potentiel lié à l'utilisation d'une seule source. Le fait que les rapports actuariels du RRQ et du RPC soient mis à jour tous les trois ans assure stabilité et cohérence aux Normes. De plus, l'utilisation des rendements attendus basés sur le marché, révisés annuellement, contribue à garantir leur pertinence.

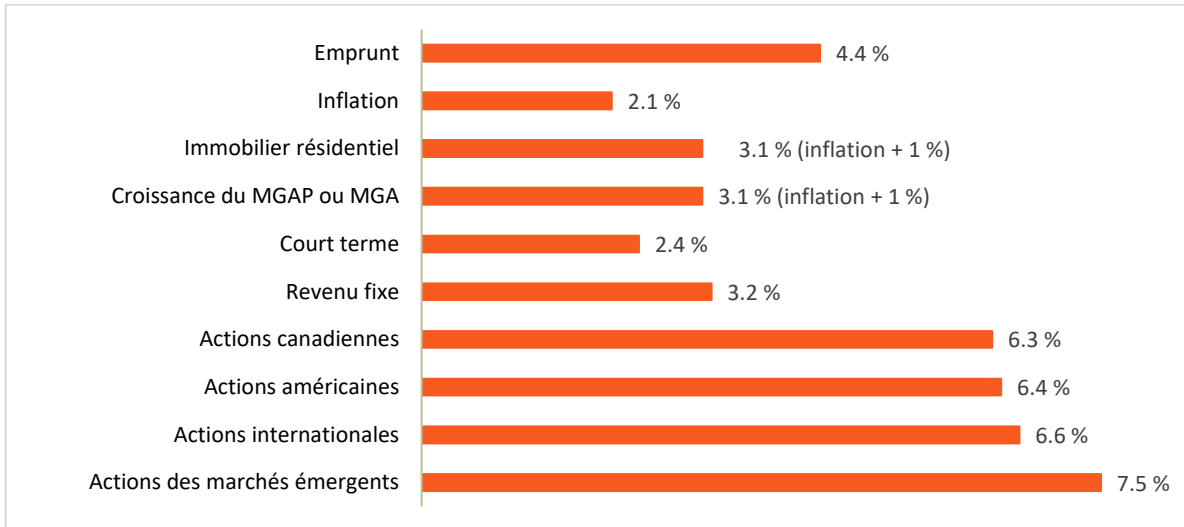
Les Normes ne représentent en aucun cas l'opinion individuelle des membres du groupe de travail, de l'Institut de planification financière ou du Conseil des normes de FP Canada.

Normes d'hypothèses de projection

Normes pour 2026

Hypothèses financières

(avant tout ajustement pour les frais d'administration et de gestion des placements)



Pour obtenir le rendement net, il faut soustraire les frais de gestion et d'administration payés par le client, autant pour les produits que pour les conseils.

Normes d'hypothèses de projection

Probabilité de survie

Âge atteint	10 %					25 %					35 %					50 %				
	H	F	H/F	H / H	F/F	H	F	H/F	H/H	F/F	H	F	H/F	H/H	F/F	H	F	H/F	H/H	F/F
20	99	101	102	103	103	95	98	99	98	100	93	96	98	96	99	90	93	96	94	97
25	99	101	102	103	103	95	97	99	98	100	93	96	98	96	99	90	93	96	94	97
30	99	101	102	103	103	95	97	99	98	100	93	95	97	96	98	90	93	95	94	96
35	98	101	102	103	103	95	97	99	97	100	93	95	97	96	98	90	92	95	94	96
40	98	101	102	103	103	95	97	99	97	100	93	95	97	96	98	90	92	95	94	96
45	98	100	101	102	102	94	97	98	97	99	92	95	97	96	98	89	92	95	94	96
50	98	100	101	102	102	94	97	98	97	99	92	95	97	95	98	89	92	95	93	96
55	98	100	101	102	102	94	96	98	97	99	92	94	97	95	98	89	92	95	93	96
60	98	100	101	102	102	94	96	98	97	99	92	94	96	95	97	89	91	94	93	95
65	98	100	101	102	102	94	96	98	97	99	92	94	96	95	97	89	91	94	93	95
70	98	100	101	102	102	94	96	98	97	99	92	94	96	95	97	89	91	94	93	95
75	98	100	101	102	102	94	96	98	97	99	92	94	96	95	97	90	92	94	93	95
80	98	100	101	102	102	94	96	98	97	99	93	95	97	95	98	90	92	95	94	96
85	98	100	101	102	102	95	97	98	97	99	94	95	97	96	98	92	93	95	94	96
90	99	101	102	103	103	97	98	99	98	100	95	97	98	97	99	94	95	97	96	98
95	101	103	103	104	104	99	100	101	101	102	98	99	100	100	101	97	98	99	99	100
100	105	105	106	107	107	103	103	104	104	105	102	103	104	103	104	102	102	103	103	103

La table de mortalité CPM 2014 a été utilisée pour calculer la probabilité de survie. Elle est basée sur des données provenant de régimes de retraite des secteurs public et privé pour les années 1999 à 2008, extrapolées jusqu'à 2026 en utilisant l'échelle d'amélioration CMP B. Pour les années au-delà de 2014, la même échelle d'amélioration a été utilisée pour établir les taux de mortalité générationnels. Cette table de mortalité et l'échelle d'amélioration ont été publiées par l'Institut canadien des actuaires en février 2014.

[Rapport final : La mortalité des retraités canadiens](#)

2. INTRODUCTION

Une facette importante du travail du planificateur financier ou de la planificatrice financière consiste à effectuer différents types de projections : besoins de revenus de retraite, besoins d'assurance, planification des études des enfants, etc.). Pour mener à bien un tel exercice, le planificateur financier ou la planificatrice financière n'a évidemment pas d'obligation de résultats, mais plutôt une obligation de méthode. Le présent document vise à baliser l'utilisation d'hypothèses économiques et d'investissement dans la préparation de telles projections.

Les Normes sont tout indiquées pour réaliser des projections financières réalistes à long terme (plus de 10 ans) libres de possibles biais cognitifs du planificateur financier ou de la planificatrice financière. En effet, prédire l'évolution de l'économie et des marchés financiers est un exercice périlleux qui demande l'intégration d'une grande quantité de variables et, par conséquent, de modèles d'évaluation très sophistiqués. Afin d'élaborer des projections justifiables et se protéger ainsi que sa clientèle, le planificateur financier ou la planificatrice financière est encouragé à utiliser ces Normes.

Le planificateur financier ou la planificatrice financière devrait aussi produire une analyse de sensibilité afin d'illustrer et évaluer les répercussions d'un changement dans les hypothèses utilisées sur l'évolution de la situation du client ou de la cliente. Cette façon de faire est particulièrement importante quand l'atteinte des objectifs pourrait être menacée.

a) Mise à jour et durée de vie des Normes

Les Normes sont mises à jour chaque année. Une projection préparée avec les hypothèses publiées précédemment reste valable, même si ces hypothèses évoluent. Toutefois, bien que cette projection soit valide au moment de sa préparation, les planificateurs financiers et planificatrices financières sont encouragés à utiliser les Normes les plus récentes.

b) Utilisation des Normes

L'utilisation des Normes est fortement encouragée. Le fait qu'elles soient neutres et basées sur des sources fiables favorisera la confiance envers le planificateur financier ou la planificatrice financière et ses projections financières.

Cela dit, le planificateur financier ou la planificatrice financière est dans la meilleure position pour comprendre les particularités propres à chaque client et cliente. Ainsi, il est possible que dans certaines situations, le planificateur financier ou la planificatrice financière utilise des hypothèses différentes des Normes. Toute hypothèse s'écartant de façon significative des Normes doit être documentée, justifiée et clairement communiquée à la clientèle.

Les hypothèses peuvent aussi différer de celles des Normes selon l'endroit. Par exemple, en raison de caractéristiques liées au marché local, le planificateur financier ou la planificatrice financière pourrait utiliser un taux d'inflation différent pour une projection de l'évolution du coût des études supérieures ou pour projeter l'augmentation d'un salaire lorsque la situation du client le justifie.

Normes d'hypothèses de projection

c) Respect des Normes

Les hypothèses utilisées doivent toujours être bien documentées, justifiées et communiquées à la clientèle avec une explication écrite. L'utilisation et le respect de ces normes devraient donc faire l'objet d'une divulgation qui prendrait une des formes suivantes :

- Projection préparée en utilisant les Normes d'hypothèses de projection de l'Institut de planification financière et du Conseil des normes de FP Canada.
- Analyse préparée en utilisant les Normes d'hypothèses de projection de l'Institut de planification financière et du Conseil des normes de FP Canada.
- Étude préparée en utilisant les Normes d'hypothèses de projection de l'Institut de planification financière et du Conseil des normes de FP Canada.
- Calculs effectués en utilisant les Normes d'hypothèses de projection de l'Institut de planification financière et du Conseil des normes de FP Canada.

d) Écart acceptable

Lorsqu'il le juge approprié, le planificateur financier ou la planificatrice financière peut choisir un taux de rendement qui diffère de la norme correspondante d'un maximum de $\pm 0,5\%$. Ce faisant, il sera considéré avoir respecté la norme.

Pour décider ou non d'utiliser l'écart de $0,5\%$, le planificateur financier ou la planificatrice financière peut considérer les éléments suivants :

- Une variation du rendement projeté a des répercussions sur le potentiel de réalisation des objectifs de retraite. Par exemple, il serait imprudent d'utiliser un rendement plus élevé dans le seul but d'obtenir une projection qui rend l'objectif de retraite atteignable.
- Les individus ont tendance à acheter après une hausse et à vendre après une baisse. Lorsque cette propension à agir au mauvais moment est particulièrement présente chez un client ou une cliente, son rendement à long terme risque d'en souffrir et l'utilisation d'un rendement inférieur à la norme pourrait être opportune¹.
- L'utilisation soutenue des services d'un professionnel ou d'une professionnelle du placement dans la gestion d'un portefeuille, incluant le rééquilibrage régulier du portefeuille, peut augmenter le rendement à long terme².

Tout écart de plus de $0,5\%$ devrait être raisonnable et justifié par écrit.

Des variations significatives peuvent survenir à court terme dans le marché. Par exemple, un planificateur financier ou une planificatrice financière pourrait produire un plan peu après une hausse marquée du marché boursier ou après une correction majeure. On peut aussi observer des fluctuations de l'indice des prix à la consommation (IPC); en mai 2020, l'indice était négatif sur une base annuelle, alors qu'en décembre 2022, le taux était à près de $6,3\%$ sur une base annuelle. En décembre 2025, l'IPC moyen était de $3,9\%$ pour les cinq dernières années et de $2,5\%$ pour les 10 dernières années.

¹ Ptak, J., Arnott, A., Chidurala, N., & Manetta, M. (2025). *Mind the Gap US 2025*. Morningstar, Inc. <https://www.morningstar.com/business/insights/research/mind-the-gap>

² Masters, S. J. (2003). Rebalancing. *The Journal of Portfolio Management*, 29(3), 52-57.

Normes d'hypothèses de projection

Lorsque les conditions économiques et les taux s'écartent considérablement des taux prévus dans les Normes, le planificateur financier ou la planificatrice financière pourrait être tenté de modifier de façon importante une seule hypothèse de calcul. Toutefois, pour des projections à long terme (10 ans et plus), il est recommandé d'utiliser l'ensemble des hypothèses prévues dans les Normes. Il est déconseillé de s'écarter des Normes pour refléter les conditions économiques actuelles, et ce, pour deux raisons. D'abord, il est peu probable que ces fluctuations se maintiennent sur un horizon de plus de dix ans. Ensuite, une telle modification occulte la corrélation entre l'inflation, les taux d'intérêt et les différentes classes d'actifs. Si l'inflation demeure élevée, les taux d'intérêts devraient augmenter, tout comme les rendements à long terme des titres de croissance et des titres à revenu fixe. Nous recommandons donc d'utiliser les Normes comme un tout et d'éviter de tenter de personnaliser une projection en ajustant une seule hypothèse. Une meilleure approche consisterait plutôt à présenter au client ou à la cliente des scénarios alternatifs et des projections dans une analyse de sensibilité.

3. PRINCIPES DIRECTEURS DANS L'ÉTABLISSEMENT DES NORMES

a) Utilisation de sources externes

Ces Normes sont établies à partir de sources variées, fiables et publiques, une approche qui réduit les biais potentiels liés à l'utilisation d'une seule source. Elles ne reflètent en aucun cas l'opinion individuelle des membres du groupe de travail, de l'Institut ou du Conseil des normes de FP Canada.

Avant 2025, les données historiques pour les marchés émergents incluaient celles de l'indice MSCI EAFE jusqu'en 2000, une estimation pour les années 2001 à 2006, puis l'indice marchés émergents MSCI (dividendes nets, CAD) par la suite. Cette pratique découlait du manque de données historiques disponibles pour les marchés émergents. À compter de 2025, les Normes s'appuient sur l'indice marchés émergents DMS³ en dollars canadiens ajusté d'une estimation de la retenue à la source jusqu'en 1987, sur l'indice marchés émergents MSCI (dividendes bruts, CAD) ajusté d'une estimation de la retenue à la source jusqu'en 1998, et sur l'indice marchés émergents MSCI (dividendes nets, CAD) de 1999 à 2024. L'adoption de cette nouvelle approche permet une représentation plus précise des rendements historiques des marchés émergents. Nous remercions les professeurs Dimson, Marsh et Staunton de nous avoir autorisés à utiliser les données de leurs indices pour la période antérieure à 1988.

À des fins de transparence et de reproductibilité des Normes, un [Addenda aux Normes d'hypothèses de projection 2026](#) fournit des liens vers les sources, les données et les calculs utilisés pour les établir.

Il est à noter que l'Institut et FP Canada mènent un sondage annuel sur les prévisions économiques à long terme pour obtenir des données utilisées pour établir les Normes. À l'automne 2025, le sondage a été envoyé à des entreprises du secteur. Ces données sont fournies dans l'Addenda. L'Institut et FP Canada remercient les entreprises participantes, qui incluent Edward Jones, Harvest ETFs, IG Gestion de patrimoine, Normandin Beaudry, Placements Louisbourg, Ortec Finance, PWL Capital Inc., RBC Gestion mondiale d'actifs, ainsi que tous les autres contributeurs et contributrices.

b) Utilisation d'hypothèses de moyenne géométrique

Les Normes ont été élaborées en utilisant des hypothèses de moyenne géométrique (MG). Pour les simulations Monte Carlo, il faut convertir les hypothèses de moyenne géométrique en hypothèses de moyenne arithmétique (MA). Pour ce faire, le planificateur financier ou la planificatrice financière aura besoin de déterminer un écart type anticipé. L'onglet « Corrélations historiques » dans l'addenda présente l'écart type (la volatilité) pour chaque catégorie d'actifs pour la période indiquée. Cette conversion s'applique quand la volatilité est plus élevée, comme c'est souvent le cas avec les actions. Puisqu'une marge de sécurité de 0,5 % a été retranchée des hypothèses de rendement d'actions, il faut ajouter 0,5 % pour calculer la MA. Une fois que le planificateur financier ou la

³ Dimson, E., Marsh, P., & Staunton, M. (2024). *Global Investment Returns Database 2024* : indices tels que décrits dans le *UBS Global Investment Returns Yearbook 2024*. UBS.

Normes d'hypothèses de projection

planificatrice financière a déterminé un écart type réaliste (σ), les formules suivantes pourraient être utilisées pour estimer la MA :

Pour les actions : MA (estimée) = MG des Normes + 0,5 % + $\sigma^2/2$

Pour les autres actifs : MA (estimée) = MG des Normes + $\sigma^2/2$

c) Recherche de cohérence

Comme indiqué précédemment, les Normes sont établies à partir de diverses sources fiables et accessibles au public, notamment les rapports actuariels triennaux du Régime de rentes du Québec (RRQ) et du Régime de pensions du Canada (RPC). Elles sont conçues pour demeurer en adéquation avec les hypothèses actuarielles à long terme qui sous-tendent les régimes publics de retraite du Canada, lesquelles sont mises à jour selon un cycle régulier.

Par ailleurs, afin de maintenir une certaine continuité d'une année à l'autre et de mieux refléter les données sous-jacentes, les Normes sont arrondies au 0,1 % le plus près⁴ depuis 2015, alors qu'elles étaient auparavant arrondies au 0,25 % le plus près. L'arrondi au 0,1 % permet de mieux refléter les données actuarielles et de marché, assurant ainsi un équilibre entre la facilité d'utilisation (chiffres simples et stables) et l'intégrité technique (chiffres qui reflètent les tendances réelles des données).

d) Intégration des rendements attendus basés sur le marché

Bien que la cohérence soit une considération importante dans l'établissement des Normes, les rendements attendus peuvent varier sensiblement d'une année à l'autre. Pour en tenir compte, les rendements attendus basés sur le marché, qui sont reflétés dans les prix des actifs, sont inclus dans le calcul des Normes depuis 2024.

La capacité prédictive des rendements de certaines classes d'actifs fluctue au fil des années. Le rendement des titres à revenu fixe est historiquement bien corrélé à la performance de ces titres sur 10 ans ou plus. Le rendement des bénéfices de Shiller, qui correspond au ratio entre la moyenne mobile des bénéfices réels sur 10 ans et les prix du marché, a été modérément prédictif de la performance à long terme des actions. En revanche, les rendements des actifs à court terme ou des liquidités ont démontré un faible pouvoir prédictif sur leurs rendements futurs.

Ces informations sont reflétées dans les Normes par l'inclusion d'un rendement attendu basé sur le marché dans le calcul des rendements attendus pour les titres à revenu fixe et les actions.

En raison du plus grand pouvoir prédictif observé pour les titres à revenu fixe, une pondération de 40 % a été attribuée au rendement attendu basé sur le marché pour cette classe d'actifs. Le rendement attendu basé sur le marché n'a pas été inclus dans le calcul pour les actifs à court terme et les liquidités.

e) Limites des Normes

Une norme est fixée pour chacune des principales classes d'actifs, c'est-à-dire les actifs à court terme et les liquidités, les titres à revenu fixe, les actions canadiennes, les actions américaines, les actions

⁴ En arrondissant au 0,25 % le plus près, un résultat de 3,10 % donnerait une norme de 3,00 %, tandis qu'un résultat de 3,15 % donnerait une norme de 3,25 %. En arrondissant au 0,1 % le plus près, un résultat de 3,10 % maintiendrait la norme à 3,10 %, tandis qu'un résultat de 3,15 % donnerait une norme de 3,20 %.

Normes d'hypothèses de projection

internationales (incluant l'Europe, l'Australie et l'Extrême-Orient) et les actions des marchés émergents.

Aucune norme n'est fixée pour les autres classes ou sous-classes d'actifs, comme les obligations étrangères, les actions de petite capitalisation ou encore les actions de type « valeur » ou « croissance », notamment en raison de l'absence d'hypothèses formulées à leur égard par le RRQ et le RPC dans leurs évaluations actuarielles.

Bien qu'aucune norme ne soit fournie pour l'immobilier commercial ou les immeubles de placement, des normes sont proposées à compter de 2026 pour l'immobilier résidentiel personnel et les futurs coûts de location d'une résidence principale, en s'appuyant sur les données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ainsi que sur des recherches internationales. Lors de l'établissement des normes relatives à la croissance immobilière, il est important d'utiliser une valeur initiale appropriée pour l'actif et d'utiliser une hypothèse d'inflation adaptée au contexte du marché local.

Aucune hypothèse n'est fournie pour les taux de change, puisque le résultat à long terme est généralement nul. Les planificateurs financiers et planificatrices financières devraient produire des analyses de sensibilité pour illustrer et évaluer les répercussions d'un changement dans les taux de change. Les clients et clientes qui auront besoin d'un revenu en devises étrangères pourraient vouloir conserver des actifs dans cette devise afin d'éviter ce risque.

Il est aussi important de noter que les Normes ne tiennent pas compte du profil d'investisseur. Le profil d'investisseur ou un changement de profil d'investisseur pourraient avoir des répercussions tout aussi significatives sur le résultat que le choix des hypothèses de rendement utilisées dans la production de projections financières. L'évaluation du profil d'investisseur est donc une étape cruciale du développement de projections financières.

f) Écart type

L'Addenda fournit, à titre informatif, des données historiques sur l'écart type. Une hypothèse pour l'écart type de chaque catégorie d'actif n'est pas fournie. Pour l'écart type futur, le rapport actuariel du RPC fournit des tables de différents portefeuilles avec des taux de rendement et des écarts types anticipés. Les planificateurs financiers et planificatrices financières qui font des simulations Monte Carlo peuvent ajouter 0,5 %⁵ sur la portion en actions du portefeuille et convertir la moyenne géométrique en moyenne arithmétique en utilisant l'écart type anticipé (voir les équations présentées précédemment).

⁵ Dupras, M. (2004,). Retraite et Monte Carlo, La Cible, 12(6), 6. Cet article est reproduit dans le [Supplément d'information](#).

4. HYPOTHÈSES FAISANT L'OBJET D'UNE NORME

Deux types d'hypothèses font l'objet d'une norme :

- celles de nature financière
 - inflation
 - évolution du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension (MGAP ou MGA)
 - rendement à long terme des placements à court terme,
 - rendement des titres à revenu fixe
 - rendement des actions canadiennes
 - rendement des actions américaines
 - rendement des actions internationales
 - rendement des actions des marchés émergents
 - taux d'emprunt
- celle de nature démographique
 - espérance de vie et probabilité de survie.

a) Inflation

Cette hypothèse est centrale à la préparation de projections à moyen et à long terme. L'hypothèse d'inflation est établie en combinant les hypothèses d'inflation émises par les quatre sources suivantes (chacune ayant un poids de 20 %) :

- la moyenne des hypothèses d'inflation pour 2028 et les années suivantes utilisées dans la plus récente évaluation actuarielle du RRQ⁶;
- la moyenne des hypothèses d'inflation pour 2027 et les années suivantes utilisées dans le plus récent rapport actuariel du RPC⁷;
- les résultats du sondage mené en 2025 par l'Institut de planification financière et FP Canada auprès de l'industrie, ainsi que d'une analyse fondée sur des données publiques en ligne (la moyenne réduite a été utilisée, c'est-à-dire que la valeur la plus élevée et la valeur la plus basse ont été éliminées);
- la cible d'inflation de la Banque du Canada;
- l'IPC entre 1991 et décembre 2025

Le résultat de ce calcul est arrondi au 0,10 % près.

Une réflexion a été effectuée quant à l'utilisation de taux d'inflation distincts pour les personnes plus âgées et celles avec de hauts revenus. Deux études de Radu Chiru, de Statistique Canada⁸, démontrent que certaines petites différences existent entre l'inflation de ces deux catégories de Canadiens et Canadiennes et celle des autres, mais ces différences ne s'avèrent pas matérielles.

⁶ La dernière évaluation actuarielle du RRQ, faite avec les données au 31 décembre 2024, a été publiée en novembre 2025.

⁷ La dernière évaluation actuarielle du RPC, faite avec les données au 31 décembre 2024, a été publiée en décembre 2025.

⁸ Statistique Canada. (2005). L'inflation est-elle plus élevée pour les personnes âgées? (No. 11-621-MIF2005027).

<https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/11-621-m/11-621-m2005027-fra.pdf?st=vrRNJZJu>;

Statistique Canada. (2005). L'inflation varie-t-elle selon le revenu? (No. 11-621-MIF2005030).
<https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/11-621-m/11-621-m2005030-fra.pdf?st=N4ostmbB>

Normes d'hypothèses de projection

À compter de 2026, une composante historique est ajoutée à la norme d'inflation. Cette composante aura le même poids que les composantes existantes. Elle correspond à l'inflation mesurée par l'IPC depuis 1991, année où le régime de poursuite de cibles d'inflation du Canada a été mis en place, jusqu'à la fin de l'année précédant la mise à jour des Normes. Cette décision a été prise afin d'accroître la robustesse de l'estimation. La valeur pour la période allant de 1991 à 2025 est de 2,09. Ce chiffre est, par coïncidence, identique à la norme calculée sans la composante historique. Il n'a donc aucune incidence sur les Normes de 2026.

Conditions d'inflation à court terme

Les recommandations suivantes ont pour but d'aider les planificateurs financiers et planificatrices financières à interpréter les conditions d'inflation à court terme lorsqu'ils élaborent des scénarios de planification financière. L'inflation à court terme, qui est influencée par des chocs conjoncturels, des événements géopolitiques, des perturbations de l'offre et d'autres facteurs transitoires, diffère fondamentalement de l'inflation à long terme (structurelle). Cette dernière est déterminée par les fondamentaux macroéconomiques. Ces deux types d'inflation ne sont pas interchangeables d'un horizon de planification à l'autre.

Les écarts à court terme peuvent avoir une incidence significative sur les scénarios de planification à horizon fixe, tels qu'un budget, l'épargne en vue de l'achat d'un logement, le remboursement de dettes, les achats importants ou les objectifs à court terme dont l'horizon temporel est nettement inférieur à 10 ans. Les planificateurs financiers et planificatrices financières peuvent donc être amenés à tenir compte du contexte inflationniste à court terme lorsqu'ils conseillent leur clientèle ou élaborent un plan à horizon fixe. L'inflation structurelle reflète des fondamentaux macroéconomiques persistants et demeure, pour cette raison, le point d'ancrage approprié pour les horizons de planification à long terme, généralement ceux d'une durée supérieure à 10 ans ou indéterminée, comme la retraite. L'inflation à court terme est quant à elle influencée par des chocs cycliques, des événements géopolitiques ou des perturbations de l'offre, entre autres facteurs. Ceux-ci peuvent entraîner des écarts significatifs par rapport aux tendances à long terme. Les données empiriques montrent que les ménages et les entreprises sous-estiment systématiquement l'impact des chocs inflationnistes à court terme et ont tendance à surréagir à l'inflation au-delà d'un an.

Compte tenu de ces constats, les planificateurs financiers et planificatrices financières pourraient devoir tenir compte de ces biais prévisibles en intégrant les conditions inflationnistes actuelles dans leurs analyses à court terme ou à horizon fixe, tout en conservant les hypothèses à long terme pour la retraite et les horizons indéterminés (Gust et al., 2026).

Évolution salariale

Pour projeter l'évolution des salaires, on peut utiliser l'hypothèse d'inflation en y ajoutant un maximum de 1,0 % pour refléter le gain de productivité, le mérite et l'avancement⁹.

Par contre, il pourrait être approprié de dévier de cette norme lorsqu'un client ou une cliente s'attend de façon réaliste à des augmentations de salaire plus ou moins importantes dans un avenir rapproché. Par exemple, lorsqu'une personne est en fin de carrière ou dans un poste sans réelle

⁹ Dans les plus récentes évaluations actuarielles du RRQ et du RPC, une marge ultime entre l'évolution des salaires et l'inflation a été prévue. Dans le rapport du RRQ, la marge prévue est de 0,8 % alors que dans le rapport du RPC, la marge prévue est de 0,6 %.

Normes d'hypothèses de projection

possibilité d'avancement, il pourrait s'avérer sage de prévoir un taux de croissance égal ou inférieur à l'inflation.

i) Évolution du maximum annuel des gains admissibles (MGA ou MGAP, taux de croissance ou salaire)

L'évolution du maximum annuel des gains admissibles (MGA ou MGAP) est basée sur l'augmentation moyenne des salaires industriels. Par conséquent, l'hypothèse d'inflation augmentée de 1,0 % devrait être utilisée.

b) Rendement nominal (avant frais)

Des hypothèses de rendement ont été établies pour les placements à court terme (comme les bons du Trésor 91 jours), pour les titres à revenu fixe, pour les actions canadiennes, pour les actions américaines, pour les actions internationales et pour les actions des marchés émergents. Ces hypothèses représentent des rendements nominaux bruts (incluant l'inflation).

La norme pour les placements à court terme a été établie en combinant les hypothèses des sources suivantes (chacune ayant une pondération équivalente) :

- la moyenne des hypothèses pour 47 ans (2028 à 2074) utilisées dans la plus récente évaluation actuarielle du RRQ;
- la moyenne des hypothèses pour les années 2028 à 2042 et suivantes utilisées dans le plus récent rapport actuariel du RPC;
- les résultats du sondage mené en 2025 par l'Institut de planification financière et FP Canada auprès de l'industrie, ainsi que d'une analyse fondée sur des données publiques en ligne (la moyenne réduite a été utilisée, c'est-à-dire que la valeur la plus élevée et la valeur la plus basse ont été éliminées).

Depuis 2020, les rendements historiques moyens des 50 années précédentes ne sont plus utilisés pour établir les hypothèses de rendement des placements à court terme et des titres à revenu fixe. Le groupe de travail a décidé de réévaluer cette portion du calcul de la norme, étant donné qu'elle s'éloignait de façon significative des données de calcul pour le court terme et le revenu fixe.

La norme pour les titres à revenu fixe a été établie en combinant les hypothèses des sources suivantes (en utilisant une pondération de 20 % pour les trois premières sources et de 40 % pour la dernière) :

- la moyenne des hypothèses pour 47 ans (2028 à 2074) utilisées dans la plus récente évaluation actuarielle du RRQ;
- la moyenne des hypothèses pour les années 2029 à 2042 et suivantes utilisées dans le plus récent rapport actuariel du RPC;
- les résultats du sondage mené en 2025 par l'Institut de planification financière et FP Canada auprès de l'industrie, ainsi que d'une analyse fondée sur des données publiques en ligne (la moyenne réduite a été utilisée, c'est-à-dire que la valeur la plus élevée et la valeur la plus basse ont été éliminées);
- le rendement à l'échéance de l'indice global obligataire canadien.

Les normes de rendement des actions ont été établies en combinant les hypothèses des sources suivantes (chacune ayant une pondération équivalente) :

Normes d'hypothèses de projection

- la moyenne des hypothèses pour 47 ans (2028 à 2074) utilisées dans la plus récente évaluation actuarielle du RRQ;
- la moyenne des hypothèses pour les années 2026 à 2042 et suivantes utilisées dans le plus récent rapport actuariel du RPC;
- les résultats du sondage mené en 2025 par l'Institut de planification financière et FP Canada auprès de l'industrie, ainsi que d'une analyse fondée sur des données publiques en ligne (la moyenne réduite a été utilisée, c'est-à-dire que la valeur la plus élevée et la valeur la plus basse ont été éliminées);
- les rendements historiques pour la période de 50 ans se terminant le 31 décembre de l'année précédente (ajustés pour l'inflation);
- le rendement des bénéficiaires de Shiller.

La composante historique utilisée est basée sur le S&P / TSX (actions canadiennes), l'indice composé S&P 500 (actions américaines), le MSCI EAEO (Europe, Australie, Extrême-Orient, pour les actions internationales) et l'indice marchés émergents MSCI (dividendes nets, CAD, pour les actions des marchés émergents).

Pour assurer la cohérence, les indices précités exprimés en rendements réels (rendements diminués de l'indice d'inflation IPC global tel que publié par Statistique Canada) sont augmentés de l'hypothèse d'inflation future (avant arrondissement) de cette année.

Les considérations ou ajustements suivants sont aussi apportés :

i) Placements à court terme

L'hypothèse de 2,4 % pour les placements à court terme représente une estimation du rendement à long terme pour ces placements. À titre d'exemple, cette norme s'applique à une personne qui conserve des liquidités à long terme. Sur le long terme, ces actifs devraient générer un rendement annuel de 2,4 %.

Pour des projections à plus court terme (moins de dix ans), les planificateurs financiers et planificatrices financières pourraient utiliser le rendement actuel des placements à terme conservés jusqu'à leur échéance.

ii) Titres à revenu fixe

Les hypothèses utilisées dans les plus récentes analyses actuarielles du RRQ et du RPC pour les titres à revenu fixe ont été ajustées pour tenir compte d'une durée de détention beaucoup plus longue que celle d'une investisseuse ou d'un investisseur individuel. Ainsi, une marge de 0,75 % est retranchée afin de convertir leur hypothèse à long terme en une hypothèse plus pertinente dans un contexte de planification financière personnelle. L'hypothèse de taux de rendement pour les titres à revenu fixe peut aussi être utilisée pour les actions privilégiées. (Il ne s'agit pas ici d'une opinion concernant la volatilité des actions privilégiées par rapport à celle des titres à revenu fixe. Les actions privilégiées peuvent comporter différentes caractéristiques pouvant influencer leur valeur.)

Normes d'hypothèses de projection

iii) Actions canadiennes

Pour les placements en actions canadiennes, une marge de sécurité de 0,50 %¹⁰ est retranchée du résultat obtenu par la pondération des différentes sources afin de compenser la non-linéarité des rendements à long terme. Cet ajustement coïncide avec les résultats de simulations Monte Carlo qui estiment la probabilité du rendement futur des actions canadiennes grâce à 300 000 itérations.

iv) Actions américaines

Les rapports actuariels du RPC et du RRQ ne fournissent pas de calculs spécifiques aux actions américaines. Par conséquent, les hypothèses relatives aux actions canadiennes issues de ces rapports sont utilisées comme estimation pour le calcul du rendement projeté des actions américaines. Comme pour les actions canadiennes, une marge de sécurité de 0,50 % est retranchée du résultat obtenu afin de compenser la variabilité des rendements à long terme. Le rendement historique utilisé pour élaborer la norme pour les actions américaines repose sur l'indice composite S&P 500.

v) Actions internationales et actions des marchés émergents

Comme pour les actions canadiennes, une marge de sécurité de 0,5 % est retranchée pour tenir compte de la variabilité des rendements à long terme. Les données relatives aux actions canadiennes du RPC et du RRQ servent d'estimation pour le calcul des rendements projetés des actions internationales et des marchés émergents.

La norme pour les actions internationales est calculée à partir des rendements historiques de l'indice MSCI EAEO d'actions étrangères (pays développés) et de l'indice marchés émergents DMS.

Pour établir le rendement historique moyen sur 50 ans des marchés émergents, trois séries de données sont combinées. L'indice marchés émergents DMS pour les années 1975 à 1987, l'indice marchés émergents MSCI (dividendes bruts, CAD) pour les années 1988 à 1998 et l'indice marchés émergents MSCI (dividendes nets, CAD) pour les années 1999 à aujourd'hui. Les indices DMS et MSCI dividendes bruts ont été ajustés pour tenir compte des retenues à la source.

vi) Nature du rendement des actions

Dans un environnement de placements non enregistrés, une projection doit évidemment considérer la dimension fiscale. Dans la mesure où les sommes sont matérielles, il pourrait être pertinent de scinder le rendement obtenu en deux catégories : dividendes et gains en capital. Historiquement, 25 % à 50 % du rendement global obtenu en actions était constitué de dividendes. Il apparaît donc raisonnable de considérer que 33 % du rendement global obtenu en actions sera constitué de dividendes et que le reste sera composé de gains en capital¹¹.

vii) Prime de risque

Puisque ceux et celles qui investissent dans des actions doivent être récompensés pour les risques qu'ils prennent, le rendement des actions comprend une prime de risque qui s'ajoute au rendement à long terme des obligations. Les primes de risque ont diminué avec le temps à cause de plusieurs

¹⁰ DUPRAS, M. (2004, novembre), Retraite et Monte Carlo, La Cible, vol. 12, no 6, à la p. 6. Cet article est reproduit dans le [Supplément d'information](#).

¹¹ De l'information additionnelle sur cette analyse basée sur l'indice S&P/TSX rendement total est publiée dans le [Supplément d'information](#).

Normes d'hypothèses de projection

facteurs peu susceptibles de se répéter (principalement la diversification et la mondialisation). Aujourd'hui, les primes de risque des actions canadiennes, des actions américaines et des actions internationales sont similaires, soit 3,1 %, 3,2 % et 3,4 % respectivement. La prime de risque pour les actions des marchés émergents devrait être plus élevée que celle des actions internationales, ce qui reflète le risque additionnel inhérent à des placements dans les pays à l'économie émergente. Il est toutefois important de noter que l'économie mondiale est de plus en plus intégrée. Les pays, les institutions financières et les entreprises sont de plus en plus grands, avec un éventail d'activités de plus en plus sophistiquées et interconnectées. Ainsi, lorsqu'un pays vit une crise financière, ses effets se propagent rapidement à l'échelle mondiale.

Le retrait de la moyenne historique sur 50 ans de l'indice des titres à revenu fixe en 2020 a entraîné une baisse de 1 % des rendements attendus dans cette catégorie d'actif. La raison principale de ce changement, et du taux plus bas qui en résulte, était d'éviter d'utiliser un taux de rendement trop élevé pour des clients et clientes fondamentalement prudents dans leurs placements.

viii) Rencontre du passé avec l'avenir

Les Normes tiennent compte des prévisions économiques à long terme basées sur les hypothèses provenant des analyses actuarielles du RRQ et du RPC, du sondage mené en 2025 par l'Institut de planification financière et FP Canada auprès de l'industrie, ainsi que d'une analyse fondée sur des données publiques en ligne, des rendements des bénéfices et de la performance historique des marchés. Une prédiction des rendements futurs basée uniquement sur les rendements historiques ne serait raisonnable qu'à la condition que l'avenir soit un reflet parfait du passé, ce qui est très improbable. Les rendements des actions et des obligations peuvent être décomposés en composantes attendues et inattendues. La composante attendue reflète le taux d'actualisation, ou le coût de la détention d'actifs risqués. La composante inattendue se matérialise avec les fluctuations des valeurs au fil du temps. L'examen des seuls rendements historiques, qui reflètent à la fois les rendements attendus et inattendus, peut conduire à des estimations biaisées des rendements attendus. Par exemple, une hausse des prix des actions due à une augmentation des valorisations fera augmenter les rendements historiques et baisser les rendements attendus. Le rendement historique est donc une estimation biaisée à la hausse du rendement attendu. Un effet similaire sera observé dans la direction opposée après une chute du marché. Pour ces raisons, une combinaison d'estimations prospectives et rétrospectives du rendement attendu est susceptible de produire un résultat plus utile¹².

ix) Considérations liées au logement

Appréciation de la résidence principale

Lorsqu'on formule des hypothèses concernant la croissance immobilière, il est important de retenir une valeur de départ appropriée, d'utiliser une hypothèse d'inflation adaptée au contexte du marché local.

¹² Dimson, E., Marsh, P., & Staunton, M. (2006). The worldwide equity premium: A smaller puzzle. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.891620>;

Fama, E. F., & French, K. R. (2002). The equity premium. *The Journal of Finance*, 57(2), 637–659. <https://doi.org/10.1111/1540-6261.00437>;

Ilmanen, A. (2022). *Investing amid low expected returns: Making the most when markets offer the least*. John Wiley & Sons.

Normes d'hypothèses de projection

Lorsqu'on formule des hypothèses en lien avec l'appréciation de la résidence principale, il faut tenir compte des rendements historiques des prix sur le long terme. Christophe Spaenjers constate que les maisons aux États-Unis se sont appréciées à un taux réel annualisé de 0,3 % entre 1900 et 2014, tandis que celles au Royaume-Uni ont connu une appréciation de 1,3 % sur la même période¹³. Jordà et al. constatent que, dans 16 pays développés entre 1870 et 2015, le rendement réel annualisé des prix s'élève à 1,46 %¹⁴. Cependant, Eichholtz et al. utilisent des observations d'archives recueillies manuellement sur les prix et les loyers à Paris et Amsterdam pour montrer que Jordà et al. surestiment peut-être les plus-values de 0,8 % et 1,4 % respectivement¹⁵. Pour le Canada, Knoll et al. constatent que les prix des logements ont augmenté à un taux réel annualisé de 1,67 % entre 1921 et 2012¹⁶.

D'après les données historiques du Canada et du reste du monde, une plus-value annuelle à long terme supérieure de 1 % au taux d'inflation est généralement considérée comme raisonnable pour une résidence principale. Il est important de noter que les rendements annuels peuvent être bien supérieurs ou inférieurs à ce rendement attendu à long terme, ce qui fait des logements en propriété des actifs potentiellement risqués sur de courtes périodes de détention. Il convient également de tenir compte des conditions du marché local. Par exemple, Campbell et al. montrent que lorsque les loyers sont plus élevés par rapport aux prix, les rendements attendus peuvent être plus élevés¹⁷.

Il faut également tenir compte des frais liés à la détention du logement, notamment l'entretien, l'assurance et les taxes foncières. À titre indicatif, il est généralement raisonnable d'estimer qu'au moins 1 % de la valeur du bien immobilier sera consacré, en moyenne, à l'entretien et à l'assurance chaque année. Par ailleurs, les taxes foncières doivent être prises en compte en fonction du contexte du marché local.

Clientèle locataire

Lorsque le client ou la cliente loue sa résidence principale, les planificateurs financiers et planificatrices financières doivent formuler des hypothèses concernant le taux de croissance à long terme des loyers. D'après les données de Jordà et al., qui remontent jusqu'en 1870 et s'étendent jusqu'en 2020, la croissance réelle des loyers dans 16 pays est de 0,78 %. Les loyers canadiens ne sont pas inclus dans l'échantillon de Jordà et al.¹⁸. D'après les données de l'Enquête sur le marché locatif de la SCHL couvrant la période d'octobre 1990 à octobre 2025, la hausse annualisée réelle des loyers est de 1,01 %. À l'instar du taux d'appréciation de la résidence principale, une hausse annuelle prévue des loyers de 1 % au-dessus de l'inflation est raisonnable au vu des données à long terme pour le Canada et le reste du monde. Un point important que les planificateurs financiers et planificatrices financières doivent expliquer est que, même si 1 % au-dessus de l'inflation constitue

¹³ Chambers, D., & Dimson, E. (2016) Financial Market History: Reflections on the Past for Investors Today . *SSRN Electronic Journal*. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2930862

¹⁴ Jordà, Ò., Knoll, K., Kuvshinov, D., Schularick, M., & Taylor, A. M. (2019) The Rate of Return on Everything, 1870–2015. *The Quarterly Journal of Economics*, 134(3), 1225–1298. <https://doi.org/10.1093/qje/qjz012>

¹⁵ Eichholtz, P., Korevaar, M., Lindenthal, T., & Tallec, R. (2021) The Total Return and Risk to Residential Real Estate, *The Review of Financial Studies*, 34(8), 3608–3646. <https://doi.org/10.1093/rfs/hhab042>

¹⁶ Knoll, K., Schularick, M., & Steger, T. (2017). No Price Like Home: Global House Prices, 1870–2012. *American Economic Review*, 107 (2), 331–53. <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/aer.20150501>

¹⁷ Campbell, S. D., Davis, M. A., Gallin, J., & Martin, R. F. (2009). What moves housing markets: A variance decomposition of the rent–price ratio, *Journal of Urban Economics*, 66(2), 2009, 90–102. <https://doi.org/10.1016/j.jue.2009.06.002>.

¹⁸ <https://www.macrohistory.net/database/>

Normes d'hypothèses de projection

une estimation raisonnable à long terme, les loyers peuvent augmenter rapidement sur de courtes périodes, rendant potentiellement inabordable le coût de la vie dans un logement spécifique. Comme l'expliquent Barras et Betermier (2020), la propriété immobilière permet de se protéger contre la hausse du coût de la vie liée à ce logement spécifique¹⁹.

c) Considérations sur les frais²⁰

Les frais que payent la clientèle pour la gestion de leurs placements doivent être retranchés afin d'obtenir le rendement net. Selon le type de gestion utilisé (directe, mutualisée, privée, etc.), ces frais varient généralement de 0,5 % à 2,5 %. Lorsque le portefeuille du client ou de la cliente est composé d'une grande variété de fonds communs de placement avec différents ratios de frais de gestion, un ratio de frais moyen par classe d'actifs peut être utilisé. Tous les frais qui ont un impact sur le rendement espéré, qu'ils soient payés directement ou indirectement, doivent être considérés²¹. La transparence est de rigueur tant pour le montant des frais que l'investisseur ou l'investisseuse doit assumer qu'en ce qui concerne leurs répercussions sur le rendement attendu, sans oublier la valeur des services reçus.

d) Taux d'emprunt

Un grand nombre de facteurs ont évidemment une incidence sur le taux d'emprunt accessible au client ou à la cliente, comme la nature de l'emprunt ou son dossier de crédit. Toutefois, considérons les relations suivantes :

- il existe une très grande corrélation entre le taux cible de financement à un jour et le taux des bons du Trésor 91 jours;
- le taux d'escompte est établi en ajoutant 0,25 % au taux cible de financement à un jour;
- le taux préférentiel est établi en ajoutant 1,95 % au taux d'escompte.

Pour un dossier de crédit moyen, l'hypothèse de taux d'emprunt est donc égale à la norme pour les bons du Trésor 91 jours (le taux à court terme), augmentée de 2,00 %. Les Normes se veulent un regard vers l'avenir et reflètent une perspective à long terme. L'utilisation des rendements actuels comme hypothèse pour les taux d'emprunt en fait une approche tournée vers l'avenir. La norme pour le taux d'emprunt a d'abord été développée pour illustrer les répercussions potentielles à long terme de stratégies de placement utilisant le levier financier. Les taux d'emprunt peuvent changer et on doit en tenir compte dans les projections. Une professionnelle ou un professionnel prudent se doit d'envisager une hausse éventuelle du taux d'emprunt lorsqu'il évalue les avantages et les risques associés aux stratégies de levier. Il est également judicieux d'utiliser une hypothèse de taux d'emprunt à long terme pour projeter l'impact de la dette sur la situation financière d'un client ou d'une cliente à plus long terme. Pour des projections à court terme, l'utilisation des taux d'emprunt du moment semble logique. Emprunter pour investir dans des titres à revenu fixe pourrait générer des pertes, si le taux de rendement est inférieur au taux d'emprunt.

¹⁹ Barras, L., & Betermier, S. (2020). Why Do Homeowners Invest the Bulk of their Wealth in their Home? *SSRN Electronic Journal*. <https://ssrn.com/abstract=2776350>

²⁰ Lussier, J. (2013). *Successful Investing Is a Process: Structuring Efficient Portfolios for Outperformance*. John Wiley & Sons.

²¹ Par exemple : le ratio des frais de gestion, les honoraires liés aux conseils, les frais de garde, les frais administratifs, les commissions et les frais de transaction.

Normes d'hypothèses de projection

e) Espérance de vie

Il existe plusieurs tables de mortalité. Chacune d'entre elles est construite à partir d'un groupe cible particulier. Les facteurs suivants sont des exemples d'éléments déterminant le groupe cible :

- le sexe;
- l'usage ou non du tabac;
- le lieu de résidence (ex. : province, pays);
- la démonstration de preuves de bonne santé (pour tarification d'assurance vie);
- la richesse²²;
- le fait d'être à la retraite.

La table de mortalité 2014²³ (CPM2014), projetée jusqu'en 2026 est utilisée comme base de calcul de l'espérance de vie. Même si cette table reflète la probabilité moyenne de survie pour un sous-ensemble de la population canadienne (les personnes qui participent à des régimes de pension canadiens), elle peut être utilisée pour représenter l'espérance de vie de l'ensemble de la population canadienne puisque sa tendance vers une plus grande espérance de vie permet une approche plus prudente.

Période de projection

Il est recommandé d'utiliser une période de projection où la probabilité de survie n'excède pas 25 %. Planifier pour une plus longue période de projection offre une protection contre une éventuelle augmentation de l'espérance de vie et contre le plus grand risque financier d'une personne : le risque de survie. Il est également recommandé d'utiliser le plus grand âge de mortalité qui correspond à la situation du client ou de la cliente, à moins qu'il y ait suffisamment d'information indiquant qu'il faut ajuster le tir. Cette recommandation concorde avec le nombre grandissant de centenaires prévus au Canada²⁴. Les planificateurs financiers et planificatrices financières devraient produire une analyse de sensibilité pour l'âge du décès (par exemple + / - 5 ans), puisqu'un changement dans la période de projection, même de peu d'années, pourrait entraîner des conséquences importantes.

²² Statistique Canada. (2021). *Recensement de 2021*. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/98-200-x/2021004/98-200-x2021004-fra.cfm>

²³ Institut canadien des actuaires. (2014). *La mortalité des retraités canadiens*. https://www.cia-ica.ca/app/themes/wicket/custom/dl_file.php?p=34828&fid=13821

²⁴ Statistique Canada. (2011). *Les centenaires au Canada, Âge et sexe, Recensement de 2011*. (No. 98-311-X2011003). http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/as-sa/98-311-x/98-311-x2011003_1-fra.pdf

Normes d'hypothèses de projection

Probabilité de survie

Âge atteint	10 %					25 %					35 %					50 %				
	H	F	H/F	H/H	F/F	H	F	H/F	H/H	F/F	H	F	H/F	H/H	F/F	H	F	H/F	H/H	F/F
20	99	101	102	101	103	95	98	99	98	100	93	96	98	96	99	90	93	96	94	97
25	99	101	102	101	103	95	97	99	98	100	93	96	98	96	99	90	93	96	94	97
30	99	101	102	101	103	95	97	99	98	100	93	95	97	96	98	90	93	95	94	96
35	98	101	102	100	103	95	97	99	97	100	93	95	97	96	98	90	92	95	94	96
40	98	101	102	100	103	95	97	99	97	100	93	95	97	96	98	90	92	95	94	96
45	98	100	101	100	102	94	97	98	97	99	92	95	97	96	98	89	92	95	94	96
50	98	100	101	100	102	94	97	98	97	99	92	95	97	95	98	89	92	95	93	96
55	98	100	101	100	102	94	96	98	97	99	92	94	97	95	98	89	92	95	93	96
60	98	100	101	100	102	94	96	98	97	99	92	94	96	95	97	89	91	94	93	95
65	98	100	101	100	102	94	96	98	97	99	92	94	96	95	97	89	91	94	93	95
70	98	100	101	99	102	94	96	98	97	99	92	94	96	95	97	89	91	94	93	95
75	98	100	101	99	102	94	96	98	97	99	92	94	96	95	97	90	92	94	93	95
80	98	100	101	100	102	94	96	98	97	99	93	95	97	95	98	90	92	95	94	96
85	98	100	101	100	102	95	97	98	97	99	94	95	97	96	98	92	93	95	94	96
90	99	101	102	101	103	97	98	99	98	100	95	97	98	97	99	94	95	97	96	98
95	101	103	103	103	104	99	100	101	101	102	98	99	100	100	101	97	98	99	99	100
100	105	105	106	106	107	103	103	104	104	105	102	103	104	103	104	102	102	103	103	103

La table de mortalité CPM 2014 a été utilisée pour calculer la probabilité de survie. Elle est basée sur des données provenant de régimes de retraite des secteurs public et privé pour les années 1999 à 2008, extrapolées jusqu'à 2026 en utilisant l'échelle d'amélioration CMP B. Pour les années au-delà de 2014, la même échelle d'amélioration a été utilisée pour établir les taux de mortalité générationnels. Cette table de mortalité et l'échelle d'amélioration ont été publiées par l'Institut canadien des actuaires en février 2014²⁵.

Selon le tableau, une personne de 70 ans a 25 % de probabilité d'être toujours en vie à 94 ans s'il s'agit d'un homme et à 96 ans s'il s'agit d'une femme (colonne 25 %). La probabilité de survie de 10 % est atteinte à 98 et 100 ans respectivement. Aussi, pour un couple de 70 ans, la probabilité que l'un ou l'autre soit toujours en vie à l'âge de 98 ans est de 25 %, alors que cette probabilité tombe à 10 % à l'âge de 101 ans. Pour être prudent, il est recommandé d'utiliser une période de projection où la probabilité de survie n'excède pas 25 %.

Dans l'exemple d'un couple de 70 ans, on pourrait utiliser une période de projection de 28 ans (jusqu'à l'âge de 98 ans), avec 25 % de probabilité que l'un ou l'autre survive à leurs épargnes. Il importe de rappeler que cette table vise à refléter la mortalité moyenne pour l'ensemble de la population.

Une personne plus aisée financièrement et venant de démontrer des preuves de bonne santé pourrait voir son espérance de vie pencher davantage vers le côté gauche du tableau (colonne 10 %).

²⁵ Institut canadien des actuaires. (2014). *La mortalité des retraités canadiens*. https://www.cia-ica.ca/app/themes/wicket/custom/dl_file.php?p=34828&fid=13821

Normes d'hypothèses de projection

Nous savons que l'utilisation de cette table de mortalité pourrait surestimer l'espérance de vie pour les personnes à la santé fragile ou celles qui fument, entre autres. Le planificateur financier ou la planificatrice financière devrait avoir une discussion approfondie sur l'espérance de vie avec ses clients et clientes avant de choisir la durée d'une projection à long terme. Aussi, lorsque la probabilité de survie est utilisée dans un autre contexte qu'une projection de revenus de retraite, par exemple pour déterminer le moment optimal pour débiter le service des rentes d'état, le planificateur financier ou la planificatrice financière pourra simuler différents scénarios selon différentes hypothèses d'espérance de vie.

Il est intéressant de noter que l'hérédité n'a pas une influence significative dans la prédiction de la longévité²⁶. À l'inverse, les revenus, le niveau d'éducation et différents aspects du mode de vie, comme l'usage du tabac, peuvent influencer significativement l'espérance de vie. Une étude de Statistique Canada publiée en 2012²⁷ conclut notamment qu'une personne non-fumeuse peut ajouter environ trois années à son espérance de vie alors que celles faisant un usage lourd du tabac risquent d'en perdre jusqu'à neuf. En somme, le tabagisme réduit l'espérance de vie des Canadiens et Canadiennes de 82 ans à 73 ans.

Il est aussi intéressant d'observer qu'à mesure que la médecine progresse, les personnes qui sont plus jeunes aujourd'hui pourront bénéficier de ces progrès pendant plus longtemps que celles qui sont plus âgées. Ces effets se reflètent dans la colonne 50 % du tableau *Probabilité de survie* de la page précédente par la diminution initiale dans la probabilité de survie alors que l'âge atteint augmente (une personne âgée de 30 ans aujourd'hui a une plus grande espérance de vie que ses parents âgés de 60 ans). Cette diminution dans l'espérance de vie se renverse autour de 80 ans parce que ceux et celles qui ont déjà atteint un âge plus élevé sont plus susceptibles d'avoir une longévité accrue.

²⁶ Wilhelmsen, L. et al. (2011). Factors associated with reaching 90 years of age: a study of men born in 1913 in Gothenburg, Sweden. *Journal of internal medicine*, 269(4). 441-451.

²⁷ Statistique Canada. (2001), L'effet du tabagisme sur l'espérance de vie et l'incapacité. <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/010622/dq010622a-fra.htm>

5. NORMES POUR L'ANNÉE 2026

Les Normes d'hypothèses de projection pour l'année 2026 sont les suivantes :

- | | |
|--------------------------------------|----------------------------------|
| a) Inflation | 2,1 % |
| b) Normes liées à l'inflation | |
| Croissance du MGAP ou MGA ou salaire | 3,1 % (inflation + 1 %) |
| Immobilier résidentiel | 3,1 % (inflation + 1 %) |
| c) Rendement²⁸ | |
| Court terme : | 2,4 % |
| Revenu fixe : | 3,2 % |
| Actions canadiennes : | 6,3 % |
| Actions américaines : | 6,4 % |
| Actions internationales : | 6,6 % |
| Actions des marchés émergents : | 7,5 % |
| d) Taux d'emprunt | 4,4 % |
| e) Probabilité de survie | La table présentée au point 4 e) |

Pour obtenir le rendement net, il faut soustraire les frais de gestion et d'administration payés par le client ou la cliente, autant pour les produits que pour les conseils.

Un historique des taux publiés dans les Normes d'hypothèses de projection depuis 2009 est disponible dans l'addenda.

²⁸ Il s'agit de taux nominaux.

Normes d'hypothèses de projection

6. EXEMPLE D'APPLICATION

À titre d'exemple seulement, pour une projection préparée cette année d'un portefeuille détenant des placements dans plusieurs catégories d'actifs et prévoyant des frais de 1,30 %, on pourrait utiliser les hypothèses de rendement suivantes :

Hypothèse de rendement d'un portefeuille selon différentes répartitions				
Catégories d'actifs :		Rendements annuels bruts projetés pour chaque catégorie d'actifs	Répartition (%) des placements de chaque catégorie d'actifs	Rendement annuel projeté du portefeuille (avant inflation et impôt)
Répartition	Court terme :	2,4 %	5 %	$2,4 \% \times 0,05 = 0,1 \%$
	Revenu fixe :	3,2 %	45 %	$3,2 \% \times 0,45 = 1,4 \%$
	Actions canadiennes :	6,3 %	20 %	$6,3 \% \times 0,20 = 1,3 \%$
	Actions américaines	6,4 %	20%	$6,4 \% \times 0,20 = 1,3 \%$
	Actions internationales :	6,6 %	10 %	$6,6 \% \times 0,10 = 0,7 \%$
	Actions étrangères (marchés émergents) :	7,5 %	0 %	0 %
Totaux :			100 %	4,8 %
Moins les frais :				- 1,3 %
Rendement net :				3,5 %

Cet exemple peut servir de guide pour calculer le rendement net anticipé après les frais. **Il ne doit pas être considéré en soi comme une suggestion ou une recommandation de répartition d'actifs.**

De plus, ces hypothèses demeurent tributaires du fait que le profil d'investisseur ne change pas au fil des ans. Si le profil était destiné à changer, il faudrait possiblement considérer l'utilisation d'une « répartition cible moyenne ».

Enfin, il est important de noter que le rendement net à utiliser dépend des coûts réels liés à la gestion du portefeuille et de tous autres frais liés aux placements.

7. NORMES FINANCIÈRES DES ANNÉES PASSÉES

Les normes financières des années passées ainsi que leurs dates d'entrée en vigueur apparaissent dans l'addenda.

Institut de planification financière

3, place du Commerce, bureau 501
Île-des-Sœurs, Verdun (Québec) H3E 1H7
Téléphone : 514 767-4040 / 1 800 640-4050
Courriel : info@institutpf.org

Institutpf.org

